

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/1
14 juillet 2004

(04-3016)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

RÈGLE DU DROIT MOINDRE¹

Communication présentée par le Brésil; le Chili; la Colombie; le Costa Rica;
Hong Kong, Chine; Israël; le Japon; le Mexique; la Norvège;
la République de Corée; Singapour; la Suisse; le Territoire
douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu;
la Thaïlande et la Turquie

La communication ci-après, datée du 7 avril 2004, est distribuée à la demande des délégations du Brésil; du Chili; de la Colombie; du Costa Rica; de Hong Kong, Chine; d'Israël; du Japon; du Mexique; de la Norvège; de la République de Corée; de Singapour; de la Suisse; du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; de la Thaïlande et de la Turquie.

Les délégations qui ont présenté la communication ont demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/40 et Rev.1*), soit aussi distribué en tant que document formel.

Principe fondamental:

- Les mesures antidumping doivent servir l'objectif limité qui consiste à protéger la branche de production nationale contre les effets dommageables du dumping.
- Il faut un mécanisme permettant de s'assurer que le droit antidumping n'excède pas le montant nécessaire pour faire disparaître l'effet dommageable causé par les importations faisant l'objet d'un dumping.

Problème de l'Accord antidumping actuel:

- L'article 9.1 contient UNIQUEMENT un simple énoncé non impératif de ce principe, sans lignes directrices sur la manière de déterminer le niveau du droit moindre.

Modification:

1. Améliorer l'Accord antidumping en faisant en sorte que des droits antidumping ne soient pas imposés en dépassement de ce qui est nécessaire pour faire disparaître le dommage causé par le dumping.

¹ Cette question a été mentionnée par les Membres dans les documents TN/RL/W/4, 6, 7, 13, 22, 25, 26, 28, 29, 34, 45, 47, 54, 55, 56, 62, 65, 66, 73, 74, 79, 86, 94, 99, 101, 103, 106, 110, 118, 119, 121 et 134.

* En anglais seulement.

- Modifier l'article 9.1, 9.3 et 9.4 pour imposer l'application de la règle du droit moindre.
2. Pour mettre en œuvre correctement une règle impérative du droit moindre, spécifier les méthodes permettant de déterminer le niveau du droit qui sera suffisant pour faire disparaître le dommage causé par le dumping (dénommé "niveau du droit moindre" dans le présent document).
- Ajouter un nouveau paragraphe après l'article 9.1 pour expliquer que: i) le calcul du niveau du droit moindre doit reposer sur une méthode exposée à l'Annexe III; et ii) le niveau du droit moindre ne s'appliquera que s'il est inférieur à la marge de dumping; et
 - Ajouter une nouvelle Annexe III disposant que le niveau du droit moindre sera calculé conformément aux méthodes ci-après et que son calcul tiendra pleinement compte de l'obligation énoncée à l'article 3.5 de séparer les effets dommageables dus aux autres facteurs que les importations faisant l'objet d'un dumping, afin de ne pas imputer ces effets au niveau du droit moindre:
 - a) Méthode de sous-cotation des prix: le niveau du droit moindre est calculé comme étant la différence entre le prix, qui est normalement le prix sortie usine, du produit national similaire et le prix c.a.f. débarqué des importations faisant l'objet d'un dumping, avec un ajustement approprié pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix entre le produit national similaire et le produit importé, y compris les caractéristiques du marché qui influent sur la décision d'achat du consommateur entre les deux produits sur le marché du Membre importateur;
 - b) Méthode du coût plus bénéfice représentatif: le niveau du droit moindre est calculé comme étant la différence entre le coût de production unitaire, les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général et le bénéfice représentatifs du produit national similaire et le prix c.a.f. débarqué des importations faisant l'objet d'un dumping, avec un ajustement approprié pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix entre le produit national similaire et le produit importé, y compris les caractéristiques du marché qui influent sur la décision d'achat du consommateur entre les deux produits sur le marché du Membre importateur;
 - c) Méthode du prix des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping: le niveau du droit moindre est calculé comme étant la différence entre le prix c.a.f. débarqué des importations de produits similaires ne faisant pas l'objet d'un dumping et le prix c.a.f. débarqué des importations faisant l'objet d'un dumping.
 - Faire en sorte, à l'Annexe III, que l'article 2.4, y compris l'interdiction de la réduction à zéro, s'applique *mutatis mutandis* au calcul du niveau du droit moindre.
-